

# SENATO DELLA REPUBBLICA

XIV LEGISLATURA

N. 3703

## DISEGNO DI LEGGE

**presentato dal Ministro degli affari esteri**

(FINI)

**di concerto col Ministro dell'interno**

(PISANU)

**col Ministro della giustizia**

(CASTELLI)

**col Ministro dell'economia e delle finanze**

(SINISCALCO)

**e col Ministro delle comunicazioni**

(LANDOLFI)

(V. Stampato Camera n. 6085)

*approvato dalla Camera dei deputati il 22 dicembre 2005*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 23 dicembre 2005*

---

Adesione della Repubblica italiana all'Accordo sui privilegi e  
le immunità del Tribunale internazionale del diritto del mare,  
adottato a New York il 23 maggio 1997 ed aperto alla firma  
il 1° luglio 1997

---

**DISEGNO DI LEGGE**  

---

## Art. 1.

*(Autorizzazione all'adesione)*

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire all'Accordo sui privilegi e le immunità del Tribunale internazionale del diritto del mare, adottato a New York il 23 maggio 1997 ed aperto alla firma il 1° luglio 1997.

## Art. 2.

*(Ordine di esecuzione)*

1. Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 30, paragrafo 2, dell'Accordo stesso.

## Art. 3.

*(Entrata in vigore)*

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

ACCORD SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DU TRIBUNAL INTERNATIONAL  
DU DROIT DE LA MER

Les États Parties au présent Accord,

Considérant que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer porte création du Tribunal international du droit de la mer,

Considérant que le Tribunal doit jouir, sur le territoire de chaque État Partie, de la capacité juridique et des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions,

Rappelant que le Statut du Tribunal stipule en son article 10 que, dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du Tribunal jouissent de privilèges et immunités diplomatiques,

Considérant que les personnes participant à la procédure ainsi que les fonctionnaires du Tribunal doivent jouir des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions auprès du Tribunal,

Ont convenu de ce qui suit :

Article premier

Emploi des termes

Aux fins du présent Accord :

- a) On entend par "Convention" la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982;
- b) On entend par "Statut" le Statut du Tribunal international du droit de la mer, reproduit dans l'annexe VI de la Convention;
- c) On entend par "États Parties" les États Parties au présent Accord;
- d) On entend par "Tribunal" le Tribunal international du droit de la mer;

e) On entend par "membres du Tribunal" les membres élus du Tribunal ou toute personne choisie conformément à l'article 17 du Statut aux fins d'une affaire déterminée;

f) On entend par "Greffier" le Greffier du Tribunal ou tout fonctionnaire du Tribunal qui assure les fonctions de greffier;

g) On entend par "fonctionnaires du Tribunal" le Greffier et les autres membres du personnel du Greffe;

h) On entend par "Convention de Vienne" la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961.

#### Article 2

##### Personnalité juridique du Tribunal

Le Tribunal possède la personnalité juridique. Il a la capacité :

- a) De contracter;
- b) D'acquérir et d'aliéner des biens immobiliers et mobiliers;
- c) D'ester en justice.

#### Article 3

##### Inviolabilité des locaux du Tribunal

Les locaux du Tribunal sont inviolables, sous réserve des conditions qui pourraient être arrêtées d'un commun accord avec l'État Partie concerné.

#### Article 4

##### Drapeau et emblème

Le Tribunal a le droit d'arborer son drapeau et son emblème dans ses locaux et sur les véhicules affectés à son usage officiel.

Article 5Immunité du Tribunal et de ses biens, avoirs et fonds

1. Le Tribunal jouit de l'immunité de toute forme de poursuites, sauf dans la mesure où il y renonce expressément dans un cas particulier. Il est toutefois entendu qu'une renonciation à l'immunité ne saurait s'appliquer à des mesures d'exécution.
2. Les biens, avoirs et fonds du Tribunal, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, saisie, expropriation et de toute autre forme de contrainte procédant d'une mesure des pouvoirs exécutif, administratif, judiciaire ou législatif.
3. Les biens, avoirs et fonds du Tribunal sont exempts de toute restriction, réglementation, contrôle et de tout moratoire de quelque nature que ce soit dans la mesure nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions.
4. Le Tribunal souscrit une assurance au tiers pour les véhicules dont il est propriétaire ou qui sont utilisés pour son compte, comme l'exigent les lois et règlements de l'État dans lequel lesdits véhicules sont utilisés.

Article 6Archives

Les archives du Tribunal et tous les documents lui appartenant ou en sa possession sont inviolables en toutes circonstances où qu'ils se trouvent. L'État Partie dans lequel se trouvent ces archives et documents est informé de l'endroit où ils sont entreposés.

Article 7Cas dans lesquels le Tribunal exerce ses fonctions  
en dehors du siège

Lorsque le Tribunal juge souhaitable de siéger ou d'exercer autrement ses fonctions en dehors du siège, il peut conclure avec l'État concerné un accord en vue de la fourniture des installations qui lui permettront de s'acquitter de ses fonctions.

Article 8Communications

1. Aux fins de ses communications et de sa correspondance officielles, le Tribunal bénéficie, sur le territoire de chaque État Partie dans la mesure compatible avec les obligations internationales à la charge de l'État concerné, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé par cet État à toute autre organisation intergouvernementale ou mission diplomatique en ce qui concerne les priorités, tarifs et taxes s'appliquant au courrier et aux diverses formes de communications et correspondance.
2. Le Tribunal peut utiliser tous les moyens de communication appropriés et employer des codes ou un chiffre pour ses communications ou sa correspondance officielles. Les communications et la correspondance officielles du Tribunal sont inviolables.
3. Le Tribunal a le droit d'expédier et de recevoir de la correspondance et d'autres documents ou communications par courrier ou valises scellées, qui bénéficient des mêmes privilèges, immunités et facilités que les courriers et valises diplomatiques.

Article 9Exonération d'impôts et de droits de douane et des  
restrictions à l'importation ou à l'exportation

1. Le Tribunal, ses avoirs, revenus et autres biens, de même que ses opérations et transactions, sont exonérés de tout impôt direct. Il

demeure entendu, toutefois, que le Tribunal ne demandera pas l'exonération d'impôts qui représentent, en fait, la rémunération de services d'utilité publique.

2. Le Tribunal est exonéré de tous droits de douane et impôts sur le chiffre d'affaires à l'importation et exempté de toutes prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par lui pour son usage officiel.

3. Les articles ainsi importés ou achetés en franchise ne seront pas vendus ou autrement aliénés sur le territoire d'un État Partie, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement de cet État Partie. Le Tribunal est en outre exempté de tout droit de douane et impôts sur le chiffre d'affaires à l'importation et de toutes prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation touchant ses publications.

#### Article 10

##### Remboursement des droits et/ou taxes

1. Le Tribunal ne revendique pas, en principe, l'exonération des droits et taxes entrant dans le prix des biens mobiliers ou immobiliers et des taxes perçues pour services fournis. Cependant, quand il effectue pour son usage officiel des achats importants de biens et d'articles ou de services dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les États Parties prendront les dispositions administratives appropriées en vue de l'exonérer de ces droits et taxes ou lui rembourser le montant des droits et/ou taxes acquittés.

2. Les articles ainsi achetés en franchise ou faisant l'objet de remboursement ne sont pas vendus ou autrement aliénés, si ce n'est aux conditions énoncées par l'État Partie qui a accordé l'exonération ou le remboursement. Il n'est accordé aucune exonération ni aucun remboursement à raison de la rémunération de services d'utilité publique fournis au Tribunal.

Article 11Régime fiscal

1. Les traitements, émoluments et indemnités versés aux membres et aux fonctionnaires du Tribunal sont exemptés de tout impôt.
2. Dans le cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujetti, les périodes pendant lesquelles les membres ou fonctionnaires du Tribunal se trouvent sur le territoire d'un État pour l'exercice de leurs fonctions ne sont pas considérées comme des périodes de résidence, si ces membres ou fonctionnaires jouissent de privilèges, immunités et facilités diplomatiques.
3. Les Parties au présent Accord ne sont pas tenues d'exempter de l'impôt sur le revenu les pensions ou rentes versées aux anciens membres et aux anciens fonctionnaires du Tribunal.

Article 12Levée de toutes restrictions en matière de change

1. Sans être astreint à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers, et dans l'exercice de ses activités :
  - a) Le Tribunal peut détenir des fonds, des devises quelconques ou de l'or et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;
  - b) Le Tribunal peut transférer librement ses fonds, son or ou ses devises d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par lui en toute autre monnaie;
  - c) Le Tribunal peut recevoir, détenir, négocier, transférer ou convertir les cautions et autres garanties financières et procéder à cet égard à toutes autres opérations.
2. Dans l'exercice des droits qui lui sont reconnus au paragraphe 1 ci-dessus, le Tribunal tiendra compte de toutes représentations de tout État Partie, dans la mesure où il estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts.



Article 13Membres du Tribunal

1. Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du Tribunal jouissent des privilèges, immunités, facilités et prérogatives accordés aux chefs de mission diplomatique en vertu de la Convention de Vienne.
2. Les membres du Tribunal et les membres de leur famille vivant à leur foyer auront toutes facilités pour quitter le pays où ils se trouvent, ainsi que pour accéder au pays où siège le Tribunal et en sortir. Au cours des déplacements liés à l'exercice de leurs fonctions, ils jouissent, dans tous les pays qu'ils doivent traverser, de tous les privilèges, immunités et facilités accordés par ces pays aux agents diplomatiques en pareille circonstance.
3. Si, afin de se tenir à la disposition du Tribunal, les membres du Tribunal, leurs conjoints et les membres de leur famille et les autres personnes vivant à leur foyer résident dans tout pays autre que celui dont ils sont ressortissants ou résidents permanents, ils jouissent des privilèges, immunités et facilités pendant la période durant laquelle ils y résident.
4. Les membres du Tribunal jouissent, pour eux-mêmes et les membres de leur famille vivant à leur foyer, des mêmes facilités de rapatriement en période de crise internationale que celles accordées aux agents diplomatiques en vertu de la Convention de Vienne.
5. Les membres du Tribunal souscrivent une assurance au tiers pour les véhicules dont ils sont propriétaires ou qu'ils utilisent, comme l'exigent les lois et règlements de l'État dans lequel lesdits véhicules sont utilisés.
6. Les paragraphes 1 à 5 du présent article restent applicables aux membres du Tribunal après leur remplacement s'ils continuent d'exercer leurs fonctions conformément au paragraphe 3 de l'article 5 du Statut.
7. En vue d'assurer aux membres du Tribunal une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'exercice de leurs fonctions, l'immunité de toute forme de poursuites pour les paroles, les écrits et

tous les actes découlant de l'accomplissement de leurs fonctions continue à leur être accordée même lorsqu'ils ne sont plus membres du Tribunal ou qu'ils ont cessé d'exercer leurs fonctions.

#### Article 14

#### Fonctionnaires

1. Dans l'exercice de ses fonctions, le Greffier jouit des privilèges, immunités et facilités diplomatiques.
2. Les autres fonctionnaires du Tribunal jouissent dans les pays où ils séjournent pour les besoins de leur service, ou dans ceux qu'ils traversent pour ce même motif, des privilèges, immunités et facilités qu'exige l'exercice indépendant de leurs fonctions, en particulier :
  - a) De l'immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs effets personnels;
  - b) Du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonctions dans le pays concerné, et de les réexporter en franchise dans le pays de leur domicile;
  - c) De l'exemption de toute inspection de leurs effets personnels à moins qu'il n'existe de sérieuses raisons de croire que les effets contiennent des articles qui ne sont pas destinés à leur usage personnel ou des articles dont l'importation ou l'exportation est prohibée par la loi ou relève de la réglementation de l'État Partie concerné en matière de quarantaine. Dans ce cas, il est procédé à l'inspection en présence du fonctionnaire concerné;
  - d) De l'immunité de toute forme de poursuites à raison de leurs paroles, de leurs écrits et de tous les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Cette immunité continue à leur être accordée même après qu'ils ont cessé d'exercer leurs fonctions;
  - e) De l'exemption de toute obligation relative au service national;

f) Pour eux-mêmes et les membres de leur famille vivant à leur foyer, de l'exemption des mesures restrictives relatives à l'immigration et des formalités relatives à l'enregistrement des étrangers;

g) Des mêmes privilèges et facilités de change que ceux accordés aux fonctionnaires d'un rang comparable appartenant aux missions diplomatiques accréditées auprès du gouvernement concerné;

h) Pour eux-mêmes et les membres de leur famille vivant à leur foyer, des mêmes facilités de rapatriement que celles qui sont accordées en période de crise internationale aux agents diplomatiques en vertu de la Convention de Vienne.

3. Les fonctionnaires du Tribunal sont tenus de souscrire une assurance au tiers pour les véhicules dont ils sont propriétaires ou qu'ils utilisent, comme l'exigent les lois et règlements de l'État dans lequel lesdits véhicules sont utilisés.

4. Le Tribunal informe tous les États Parties des catégories de fonctionnaires auxquelles s'appliquent les dispositions du présent article. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories leur sont communiqués périodiquement.

#### Article 15

##### Experts désignés conformément à l'article 289 de la Convention

Les experts désignés conformément à l'article 289 de la Convention jouissent, pendant la durée de leur mission, y compris le temps du voyage, des privilèges, immunités et facilités nécessaires pour garantir leur indépendance dans l'exercice de leurs fonctions, en particulier :

a) De l'immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs effets personnels;

b) De l'exemption de toute inspection de leurs effets personnels, à moins qu'il n'existe de sérieuses raisons de croire que les effets contiennent des articles qui ne sont pas destinés à leur usage personnel ou des articles dont l'importation ou l'exportation est prohibée par la

loi ou relève de la réglementation de l'État Partie concerné en matière de quarantaine. Dans ce cas, il est procédé à l'inspection en présence de l'expert concerné;

c) De l'immunité de toute forme de poursuites à raison de leurs paroles ou leurs écrits et des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Cette immunité continue à leur être accordée même après qu'ils ont cessé d'exercer leurs fonctions;

d) Inviolabilité de tous documents et papiers;

e) De l'exemption des mesures restrictives relatives à l'immigration et des formalités relatives à l'enregistrement des étrangers;

f) Des mêmes facilités, en ce qui concerne les restrictions monétaires et de change, que celles accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

g) Des mêmes facilités de rapatriement en période de crise internationale que celles accordées aux agents diplomatiques en vertu de la Convention de Vienne.

#### Article 16

##### Agents, conseils et avocats

1. Les agents, conseils et avocats auprès du Tribunal jouissent, pendant la durée de leur mission, y compris lors des voyages effectués dans le cadre de missions, des privilèges, immunités et facilités qu'exige l'exercice indépendant de leurs fonctions, en particulier :

a) De l'immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs effets personnels;

b) De l'exemption de toute inspection de leurs effets personnels, à moins qu'il n'existe de sérieuses raisons de croire que les effets contiennent des articles qui ne sont pas destinés à leur usage personnel ou des articles dont l'importation ou l'exportation est prohibée par la loi ou relève de la réglementation de l'État Partie concerné en matière de

quarantaine. Dans ce cas, il est procédé à l'inspection en présence de l'agent, du conseil ou de l'avocat concerné;

c) De l'immunité de toute forme de poursuites à raison de leurs paroles, leurs écrits et de tous les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions de représentants des parties devant le Tribunal, immunité qui subsiste après que les intéressés ont cessé d'exercer leurs fonctions;

d) De l'inviolabilité de tous documents et papiers;

e) Du droit de recevoir des papiers ou de la correspondance par courrier ou par valises scellées;

f) De l'exemption de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration et de toutes formalités d'enregistrement des étrangers;

g) Des mêmes facilités concernant leurs effets personnels et leurs transactions monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

h) Des mêmes facilités de rapatriement en période de crise internationale que celles accordées aux agents diplomatiques en vertu de la Convention de Vienne.

2. Une fois que les parties à la procédure devant le Tribunal lui ont notifié la désignation d'un agent, conseil ou avocat, le Greffier signe un certificat attestant le statut du représentant, lequel est valable pour une période raisonnable requise par la procédure.

3. Les autorités compétentes de l'État concerné accordent les privilèges, immunités, facilités et prérogatives aux agents, conseils et avocats visés au présent article, au vu du certificat mentionné au paragraphe 2.

4. Dans le cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujetti, les périodes pendant lesquelles les agents, conseils ou avocats se trouvent sur le territoire d'un État pour l'exercice de leurs fonctions ne sont pas considérées comme des périodes de résidence.

Article 17Témoins, experts et personnes accomplissant des missions

1. Les témoins, experts et personnes qui accomplissent des missions sur l'ordre du Tribunal jouissent, pendant la durée de leur mission, y compris lors des voyages effectués dans le cadre de missions, des privilèges, immunités et facilités prévus aux alinéas a) à f) de l'article 15.
2. Les témoins, experts et personnes accomplissant des missions bénéficient de facilités de rapatriement en période de crise internationale.

Article 18Nationaux et résidents permanents

Sous réserve des privilèges et immunités supplémentaires pouvant être accordés par l'État Partie concerné, et sans préjudice de l'article 11, toute personne bénéficiant de privilèges et immunités en vertu du présent Accord ne jouit, sur le territoire de l'État Partie dont elle a la nationalité ou dans lequel elle a le statut de résident permanent, que de l'immunité de toute forme de poursuites et de l'inviolabilité à raison de ses paroles, de ses écrits et de tous les actes accomplis par elle dans l'exercice de ses fonctions. Cette immunité continue à lui être accordée même après qu'elle a cessé d'exercer des fonctions au Tribunal.

Article 19Respect des lois et règlements

1. Les privilèges, immunités, facilités et prérogatives prévus aux articles 13 à 17 du présent Accord sont accordés aux personnes concernées, non à leur avantage personnel mais afin de garantir leur indépendance dans l'exercice des fonctions qu'elles remplissent auprès du Tribunal.
2. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes visées aux articles 13 à 17 sont tenues de respecter les lois et règlements de l'État Partie où elles séjournent pour les besoins de leur service, ou de ceux qu'elles traversent pour ce même motif. Elles sont

tenues également de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de cet État.

#### Article 20

##### Levée de l'immunité

1. Dans la mesure où les privilèges et immunités prévus dans le présent Accord sont accordés aux personnes concernées, non à leur avantage personnel mais dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, l'autorité compétente a le droit et le devoir de lever l'immunité de la personne mise en cause dans toute affaire où, de l'avis de l'État Partie, cette immunité empêcherait que justice soit faite et s'il estime que l'immunité peut être levée sans porter préjudice à la bonne administration de la justice.

2. À cette fin, l'autorité compétente en ce qui concerne les agents, conseils et avocats représentant un État Partie à la procédure devant le Tribunal ou nommé par un tel État est l'État concerné. En ce qui concerne les autres agents, conseils et avocats, le Greffier, les experts désignés conformément à l'article 289 de la Convention et les témoins, experts et personnes accomplissant des missions, le Tribunal est l'autorité compétente. Dans le cas des autres fonctionnaires du Tribunal, l'autorité compétente est le Greffier, agissant avec l'accord du Président du Tribunal.

#### Article 21

##### Laissez-passer et visas

1. Les États Parties reconnaissent et acceptent comme titres valides de voyage les laissez-passer des Nations Unies délivrés aux membres et aux fonctionnaires du Tribunal ou aux experts nommés conformément à l'article 289 de la Convention.

2. Les demandes de visa (lorsque des visas sont nécessaires) émanant des membres du Tribunal et du Greffier doivent être examinées dans les plus brefs délais possible. Les demandes de visa émanant de toute autre personne titulaire du laissez-passer visé au paragraphe 1 du présent article ou ayant droit à un tel laissez-passer et des personnes visées aux

articles 16 et 17 doivent, lorsqu'elles sont accompagnées d'un certificat attestant que ces personnes voyagent pour le compte du Tribunal, être examinées dans les plus brefs délais possible.

#### Article 22

##### Libre déplacement

Aucune restriction d'ordre administratif ou autre n'est apportée au libre déplacement des membres du Tribunal ni des autres personnes visées aux articles 13 à 17, qui se rendent au siège du Tribunal ou en tout autre lieu où le Tribunal siège ou exerce autrement ses fonctions ou en reviennent.

#### Article 23

##### Maintien de la sécurité et de l'ordre public

1. Lorsqu'un État Partie estime nécessaire de prendre, sans préjudice de l'indépendance et du bon fonctionnement du Tribunal, des mesures pour assurer la sécurité ou le maintien de l'ordre dans le pays, conformément au droit international, cet État Partie consulte le Tribunal aussi rapidement que possible afin de déterminer d'un commun accord les mesures nécessaires pour assurer la protection de celui-ci.

2. Le Tribunal coopère avec le gouvernement de l'État Partie en vue d'éviter que ses activités ne portent préjudice à la sécurité ou à l'ordre public dudit État.

#### Article 24

##### Coopération avec les autorités des États Parties

Le Tribunal collabore, à tout moment, avec les autorités compétentes des États Parties en vue de faciliter l'application de la législation de ces États et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités, facilités et prérogatives visés dans le présent Accord.



Article 25Rapports avec les accords spéciaux

Lorsqu'une disposition du présent Accord et une disposition de tout accord spécial conclu entre le Tribunal et un État Partie ont trait au même sujet, les deux dispositions sont considérées, autant que possible, comme complémentaires et applicables toutes les deux, aucune d'entre elles ne limitant les effets de l'autre; mais en cas de conflit, la disposition de l'accord spécial l'emporte.

Article 26Règlement des différends

1. Le Tribunal prend des dispositions appropriées en vue du règlement :

a) Des différends résultant de contrats et autres différends de droit privé auxquels le Tribunal est partie;

b) Des différends mettant en cause toute personne visée dans le présent Accord qui jouit de l'immunité en raison de sa situation officielle, sauf si cette immunité a été levée.

2. Tout différend portant sur l'interprétation ou l'application du présent Accord est porté devant un tribunal arbitral, à moins que les parties ne soient convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement. Tout différend entre le Tribunal et un État Partie qui n'est pas réglé par voie de consultation, de négociation ou par tout autre moyen convenu dans les trois mois qui suivent la demande faite à cet effet par l'une des parties au différend est porté, à la demande de l'une ou l'autre partie, devant un groupe de trois arbitres qui tranchera définitivement. L'un des arbitres est choisi par le Tribunal, un autre par l'État Partie et le troisième, qui préside, par les deux autres arbitres. Si l'une ou l'autre des parties au différend n'a pas désigné un arbitre dans les deux mois qui suivent la désignation d'un arbitre par l'autre partie, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procède à cette désignation. À défaut d'accord entre les deux premiers arbitres sur le choix du troisième dans les trois mois qui suivent leur désignation, ce troisième

arbitre est choisi par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à la demande du Tribunal ou de l'État Partie.

#### Article 27

##### Signature

Le présent Accord est ouvert à la signature de tous les États au Siège de l'Organisation des Nations Unies pendant vingt-quatre mois à compter du 1er juillet 1997.

#### Article 28

##### Ratification

Le présent Accord est soumis à ratification. Ses instruments de ratification sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

#### Article 29

##### Adhésion

Le présent Accord est ouvert à l'adhésion de tous les États. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

#### Article 30

##### Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entre en vigueur 30 jours après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chaque État qui ratifie le présent Accord ou y adhère après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, l'Accord entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 31Application à titre provisoire

Tout État qui a l'intention de ratifier le présent Accord ou d'y adhérer peut à tout moment notifier au dépositaire qu'il applique l'Accord à titre provisoire pour une période n'excédant pas deux ans.

Article 32Application spéciale

Lorsque, comme le prévoit son Statut, le Tribunal est saisi d'un différend, tout État qui sans être partie au présent Accord est partie au différend peut pour la circonstance, aux fins et pour la durée de l'espèce, devenir partie au présent Accord en déposant un instrument d'acceptation. Les instruments d'acceptation sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et prennent effet à la date de dépôt.

Article 33Dénonciation

1. Un État Partie peut dénoncer l'Accord, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prend effet un an après la date de réception de la notification, à moins qu'elle ne prévoise une date ultérieure.
2. La dénonciation n'affecte en rien le devoir de tout État Partie de remplir toute obligation énoncée dans l'Accord à laquelle il serait soumis en vertu du droit international indépendamment de celui-ci.

Article 34Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire du présent Accord.

Article 35

Textes faisant foi

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe de l'Accord font également foi.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé l'Accord.

OUVERT À LA SIGNATURE à New York le 1er juillet mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept en un texte original unique en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

-----

(Traduzione non ufficiale)

ACCORDO SUI PRIVILEGI E LE IMMUNITA' DEL TRIBUNALE  
INTERNAZIONALE DEL DIRITTO DEL MARE

Gli Stati Parti al presente Accordo,  
Considerando che la Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare  
istituisce il Tribunale internazionale del diritto del mare,

Considerando che il Tribunale deve godere sul territorio di ciascuno Stato  
Parte, della capacità giuridica e dei privilegi ed immunità di cui necessità  
per esercitare le sue funzioni,

Ricordando che lo Statuto del Tribunale stabilisce nel suo articolo 10 che i  
membri del Tribunale, godono nell'esercizio delle loro funzioni, di  
privilegi e di immunità diplomatiche,

Considerando che le persone che partecipano alla procedura, nonché i  
funzionari del Tribunale devono poter beneficiare dei privilegi e delle  
immunità loro necessarie per esercitare in completa indipendenza le loro  
funzioni presso il Tribunale,

Hanno convenuto quanto segue

Articolo primo

Uso dei termini

Ai fini del presente Accordo:

- a) per "Convenzione" s'intende la Convenzione delle Nazioni Unite sul  
diritto del mare del 10 dicembre 1982;
- b) per "Statuto" s'intende lo Statuto del Tribunale internazionale del mare,  
riprodotto all'annesso VI della Convenzione;
- c) per "Stati Parti" s'intendono gli Stati Parti al presente Accordo;
- d) per "Tribunale" s'intende il Tribunale internazionale del diritto del  
mare;
- e) per "membri del Tribunale" s'intendono i membri eletti del Tribunale o  
qualsiasi persona scelta in conformità all'articolo 17 dello Statuto ai fini  
di un determinato caso;

- f) per "Cancelliere" s'intende il Cancelliere del Tribunale o qualsiasi funzionario del Tribunale che svolge funzioni di cancelliere;
- g) per "funzionari del Tribunale" s'intendono il Cancelliere e gli altri membri del personale dell'Ufficio di Cancelleria;
- h) per "Convenzione di Vienna" s'intende la Convenzione di Vienna sulle relazioni diplomatiche del 18 aprile 1961.

## Articolo 2

### Personalità giuridica del Tribunale

Il Tribunale ha personalità giuridica. Esso ha capacità:

- a) di contrattare;
- b) di acquisire e di alienare beni immobili e mobili;
- c) di stare in giustizia.

## Articolo 3

### Inviolabilità dei locali del Tribunale

I locali del Tribunale sono inviolabili, fatte salve le condizioni che potrebbero essere stabilite di comune accordo con lo Stato Parte interessato.

## Articolo 4

### Bandiere ed emblema

Il Tribunale ha diritto d'inalberare la sua bandiera ed il suo emblema nei suoi locali e sui veicoli destinati ai suoi usi ufficiali.

## Articolo 5

### Immunità del Tribunale e dei suoi beni, averi e fondi

1. Il Tribunale è immune da qualsiasi forma di azione legale, salvo se vi rinuncia espressamente in un determinato caso. Rimane tuttavia inteso che la rinuncia all'immunità non può applicarsi a misure esecutive.
2. I beni, gli averi ed i fondi del Tribunale, ovunque si trovino ed a prescindere da chi li detiene, sono esenti da perquisizione, requisizione, confisca,

- sequestro, esproprio e, da ogni altra forma di coercizione derivante da una misura del potere esecutivo, amministrativo, giudiziario o legislativo.
3. I beni, gli averi ed i fondi del Tribunale sono esenti da qualsiasi limitazione, regolamentazione, controllo e da qualunque tipo di moratoria, ciò al fine di consentirgli di adempiere le sue funzioni.
  4. Il Tribunale sottoscrive un'assicurazione riguardo a terzi per i veicoli di cui è proprietario o che sono utilizzati per suo conto, come previsto dalle leggi e dai regolamenti dello Stato in cui tali veicoli sono utilizzati.

### Articolo 6

#### Archivi

Gli archivi del Tribunale e tutti i documenti di sua appartenenza o in suo possesso sono inviolabili in ogni circostanza e ovunque si trovino. Lo Stato Parte in cui tali archivi e documenti si trovano è informato del luogo dove sono custoditi.

### Articolo 7

#### Casi in cui il Tribunale esercita le sue funzioni fuori sede

Quando il Tribunale ritiene di dover sedere o diversamente esercitare le sue funzioni fuori sede, esso può concludere con lo Stato interessato un accordo per la fornitura delle strutture che gli consentiranno di adempiere alle sue funzioni.

### Articolo 8

#### Comunicazioni

1. Ai fini delle sue comunicazioni e della sua corrispondenza ufficiale, il Tribunale beneficia, sul territorio di ciascuno Stato Parte, compatibilmente con gli obblighi internazionali a carico dello Stato interessato, di un trattamento almeno altrettanto favorevole di quello concesso da questo Stato ad ogni altra organizzazione inter-governativa o missione diplomatica per quanto concerne le priorità, le tariffe e le tasse che si applicano al corriere ed alle diverse forme di comunicazioni e di corrispondenza.
2. Il Tribunale può utilizzare tutti i mezzi di comunicazione appropriati ed utilizzare codici o una cifra per le sue comunicazioni o la sua

corrispondenza ufficiale. Le comunicazioni e la corrispondenza ufficiali del Tribunale sono inviolabili.

3. Il Tribunale ha diritto di spedire e di ricevere corrispondenza ed altri documenti o comunicazioni per corriere o valigie sigillate, che beneficiano degli stessi privilegi, immunità e facilitazioni dei corrieri e delle valigie diplomatiche.

#### Articolo 9

##### Esonero da imposte e diritti doganali e da limitazioni all'importazione o all'esportazione

1. Il Tribunale, i suoi averi, redditi ed altri beni, come pure le sue operazioni e transazioni, sono esonerati da qualsiasi imposta diretta. Rimane inteso tuttavia che il Tribunale non chiederà l'esonero da imposte che di fatto costituiscono un corrispettivo per servizi di utilità pubblica.
2. Il Tribunale è esonerato da qualsiasi diritto doganale e da imposte sul suo fatturato all'importazione; è esentato da qualsiasi proibizione e limitazione all'importazione o all'esportazione per quanto riguarda oggetti che importa o esporta per suo uso ufficiale.
3. Gli articoli in tal modo importati o acquistati in franchigia non saranno né venduti né alienati sul territorio di uno Stato Parte, tranne che in condizioni ammesse dal governo di detto Stato Parte. Inoltre, il Tribunale è esentato da qualsiasi diritto doganale e da imposte sul fatturato all'importazione e da qualsiasi proibizione e restrizione all'importazione ed all'esportazione attinente alle sue pubblicazioni.

#### Articolo 10

##### Rimborso di diritti e/o tasse

1. In linea di massima, il Tribunale non rivendica l'esonero da diritti e tasse incluse nel prezzo di beni mobili o immobili, e da tasse che vengono riscosse per servizi resi. Tuttavia, quando il Tribunale effettua per suo uso ufficiale acquisti importanti di beni e di articoli, o di servizi il cui prezzo comprende diritti e tasse di questo tipo, gli Stati Parti prenderanno adeguati provvedimenti amministrativi in vista di esonerarlo da tali diritti o tasse o di rimborsargli l'ammontare dei diritti e/o tasse pagati.
2. Gli articoli acquistati in franchigia o che sono oggetto di un rimborso, non possono essere venduti o diversamente alienati, tranne che alle condizioni enunciate dallo Stato Parte che ha concesso l'esonero o il rimborso. Nessun



esonero o rimborso è concesso ove si tratti del corrispettivo di servizi di utilità pubblica forniti al Tribunale.

## Articolo 11

### Regime fiscale

1. Le retribuzioni, gli emolumenti e le indennità corrisposte ai membri ed ai funzionari del Tribunale sono esentati da qualsiasi imposta.
2. Nel caso in cui l'incidenza di una qualunque imposta sia subordinata alla residenza del contribuente, i periodi durante i quali i membri o i funzionari del Tribunale si trovano sul territorio di uno Stato per l'esercizio delle loro funzioni non sono considerati come periodi di residenza, se tali membri o funzionari beneficiano di privilegi, immunità ed agevolazioni diplomatiche.
3. Le Parti al presente Accordo non sono tenute ad esentare dall'imposta sul reddito le pensioni o le rendite versate agli ex-membri ed agli ex-funzionari del Tribunale.

## Articolo 12

### Abolizione di restrizioni in materia di cambio

1. Senza essere assoggettato ad alcun controllo, regolamentazione o moratoria finanziaria e, nell'esercizio delle sue attività:
  - a) il Tribunale può detenere fondi, ogni tipo di valuta o oro ed avere conti in qualsiasi moneta;
  - b) il Tribunale può liberamente trasferire i suoi fondi, il suo oro o le sue valute da un paese all'altro o all'interno di qualunque paese e convertire tutte le valute da esso detenute, in qualsiasi altra moneta;
  - c) il Tribunale può ricevere, detenere, negoziare, trasferire o convertire cauzioni ed altre garanzie finanziarie e procedere ad ogni altra operazione al riguardo.
2. Nell'esercizio dei diritti che gli sono riconosciuti al paragrafo 1 di cui sopra, il Tribunale terrà conto di qualsiasi rivendicazione fatta valere da uno Stato Parte, qualora ritenga di potervi dare seguito senza arrecare pregiudizio ai propri interessi.

### Articolo 13

#### Membri del Tribunale

1. Nell'esercizio delle loro funzioni, i membri del Tribunale godono dei privilegi, immunità, agevolazioni e prerogative concesse ai capi delle rappresentanze diplomatiche ai sensi della Convenzione di Vienna.
2. I membri del Tribunale ed i loro familiari conviventi beneficeranno di agevolazioni per lasciare il paese in cui si trovano, nonché per accedere al paese in cui il Tribunale ha sede ed uscirne. Durante gli spostamenti connessi all'esercizio delle loro funzioni, essi beneficiano in tutti i paesi che devono attraversare, dei privilegi, immunità ed agevolazioni concessi da tali paesi agli agenti diplomatici in circostanze analoghe.
3. Se, al fine di mantenersi a disposizione del Tribunale, i membri del Tribunale, i loro congiunti e familiari e le altre persone che vivono sotto il loro tetto, risiedono in un paese diverso da quello di cui sono cittadini o residenti stabili, essi godono di privilegi, immunità ed agevolazioni durante il periodo in cui vi risiedono.
4. I membri del Tribunale beneficiano per sé stessi e per i loro familiari conviventi, delle stesse agevolazioni di rimpatrio in periodo di crisi internazionale di quelle concesse agli agenti diplomatici ai sensi della Convenzione di Vienna.
5. I membri del Tribunale sottoscrivono un'assicurazione riguardo a terzi per i veicoli di cui sono proprietari o che utilizzano, come previsto dalle leggi e dai regolamenti dello Stato in cui tali veicoli sono utilizzati.
6. I paragrafi da 1 a 5 continuano ad essere applicabili ai membri del Tribunale dopo la loro sostituzione se gli stessi continuano esercitare le loro funzioni in conformità al paragrafo 3 dell'articolo 5 dello Statuto.
7. In vista di assicurare ai membri del Tribunale una completa libertà di parola ed una completa indipendenza nell'esercizio delle loro funzioni, continua ad essere loro concessa l'immunità da qualsiasi forma di azione legale per parole, scritti ed atti derivanti dall'adempimento delle loro funzioni, anche se non sono più membri del Tribunale o hanno cessato di esercitare le loro funzioni.

### Articolo 14

#### Funzionari

1. Nell'esercizio delle sue funzioni, il Cancelliere gode di privilegi, immunità ed agevolazioni diplomatiche.
2. Gli altri funzionari del Tribunale, nei paesi in cui soggiornano per esigenze di servizio, o in quelli che attraversano per lo stesso motivo, godono dei

privilegi, immunità ed agevolazioni richiesti per l'esercizio indipendente delle loro funzioni, in particolare:

- a) dell'immunità da arresto o detenzione e dal sequestro dei loro effetti personali;
  - b) del diritto d'importare in franchigia la loro mobilia ed i loro effetti in occasione dell'assunzione iniziale delle loro funzioni nel paese interessato e di riesportarli in franchigia nel paese dove hanno il domicilio;
  - c) dell'esenzione da qualsiasi ispezione dei loro effetti personali, salvo se esistono motivi validi di ritenere che gli effetti contengono articoli non destinati al loro uso personale o articoli la cui importazione o esportazione è vietata dalla legge o dipende dalla regolamentazione dello Stato Parte interessato in materia di quarantena. In questo caso, si procede all'ispezione in presenza del funzionario interessato;
  - d) dell'immunità da qualsiasi forma di azione legale per le loro parole, scritti ed atti da essi compiuti nell'esercizio delle loro funzioni. Questa immunità continua ad essere loro concessa anche dopo che hanno cessato di esercitare le loro funzioni;
  - e) dell'esenzione da qualsiasi obbligo relativo al servizio nazionale;
  - f) per loro stessi e per i loro familiari conviventi, dell'esenzione da misure restrittive relative all'immigrazione e da formalità relative alla registrazione degli stranieri;
  - g) degli stessi privilegi ed agevolazioni di cambio di quelli concessi ai funzionari di rango paragonabile appartenenti alle rappresentanze diplomatiche accreditate presso il governo interessato;
  - h) per loro stessi e per i loro familiari conviventi, delle stesse agevolazioni di rimpatrio di quelle concesse in periodo di crisi internazionale agli agenti diplomatici ai sensi della Convenzione di Vienna.
3. I funzionari del Tribunale sono tenuti a sottoscrivere un'assicurazione riguardo a terzi per i veicoli di cui sono proprietari, o che utilizzano, come previsto dalle leggi e dai regolamenti dello Stato in cui tali veicoli sono utilizzati.
  4. Il Tribunale informa tutti gli Stati Parti circa le categorie di funzionari cui si applicano le disposizioni del presente articolo e comunica loro periodicamente i nominativi dei funzionari compresi in queste categorie.

#### Articolo 15

##### Esperti designati in conformità all'articolo 289 della Convenzione

Gli esperti designati in conformità all'articolo 289 della Convenzione godono durante tutta la loro missione, ivi compresa la durata del viaggio, dei

privilegi, immunità ed agevolazioni necessarie per garantire la loro indipendenza nell'esercizio delle loro funzioni, in particolare:

- a) dell'immunità da arresto o detenzione e dal sequestro dei loro effetti personali;
- b) dell'esenzione da qualsiasi ispezione dei loro effetti personali, a meno che esistano motivi validi di ritenere che gli effetti contengono articoli non destinati al loro uso personale o articoli la cui importazione o esportazione è vietata dalla legge o dipende dalla regolamentazione dello Stato Parte interessato in materia di quarantena. In questo caso, si procede all'ispezione in presenza dell'esperto interessato;
- c) dell'immunità da qualsiasi forma di azione legale per le loro parole o i loro scritti e per gli atti da essi compiuti nell'esercizio delle loro funzioni. Questa immunità continua ad essere loro concessa anche dopo che hanno cessato di esercitare le loro funzioni;
- d) inviolabilità di tutta la documentazione e documenti personali;
- e) dell'esenzione da misure restrittive relative all'immigrazione e da formalità relative alla registrazione degli stranieri;
- f) delle stesse agevolazioni, per quanto concerne le restrizioni monetarie e di cambio, di quelle concesse ai rappresentanti di governi stranieri in missione ufficiale temporanea;
- g) delle stesse agevolazioni di rimpatrio in periodo di crisi internazionale di quelle concesse agli agenti diplomatici ai sensi della Convenzione di Vienna.

#### Articolo 16

##### Agenti, consulenti legali e avvocati

1. Gli agenti, i consulenti legali e gli avvocati presso il Tribunale godono, durante la durata della loro missione, ivi compreso in occasione di viaggi effettuati nell'ambito di missioni, dei privilegi, immunità ed agevolazioni richieste dell'esercizio indipendente delle loro funzioni, in particolare:
  - a) dell'immunità da arresto o detenzione e dal sequestro dei loro effetti personali;
  - b) dell'esenzione da qualsiasi ispezione dei loro affetti personali, a meno che esistano motivi validi di ritenere che gli effetti contengono articoli non destinati al loro uso personale o articoli la cui importazione o esportazione è vietata dalla legge o dipende dalla regolamentazione dello Stato Parte interessato in materia di quarantena. In questo caso, si procede all'ispezione in presenza dell'agente, del consulente legale o dell'avvocato interessato;

- c) dell'immunità da qualsiasi forma di azione legale per le loro parole, i loro scritti e per tutti gli atti da essi compiuti nell'esercizio delle loro funzioni di rappresentanti delle parti dinanzi al Tribunale; tale immunità sussiste anche dopo che hanno cessato di esercitare le loro funzioni;
  - d) dell'inviolabilità di tutta la documentazione e documenti personali;
  - e) del diritto di ricevere documenti o corrispondenza tramite corriere o valigie sigillate;
  - f) dell'esenzione da qualsiasi misura restrittiva relativa all'immigrazione e da qualsiasi formalità di registrazione degli stranieri;
  - g) delle stesse agevolazioni, per quanto concerne i loro effetti personali e le loro transazioni monetarie o di cambio, di quelle concesse ai rappresentanti di governi stranieri in missione ufficiale temporanea;
  - h) delle stesse agevolazioni di rimpatrio in periodo di crisi internazionale di quelle concesse agli agenti diplomatici ai sensi della Convenzione di Vienna.
2. Dopo che le parti alla procedura dinanzi al Tribunale gli hanno notificato la designazione di un agente, di un consulente legale o di un avvocato, il Cancelliere firma un certificato che attesta lo status del rappresentante e che è valido per un ragionevole periodo di tempo richiesto dalla procedura.
  3. Le autorità competenti dello Stato interessato concedono privilegi, immunità, agevolazioni e prerogative agli agenti, consulenti legali ed avvocati di cui al presente articolo, dietro presentazione del certificato di cui al paragrafo 2.
  4. Nel caso in cui l'incidenza di una qualunque imposta sia subordinata alla residenza del contribuente, i periodi durante i quali gli agenti, i consulenti legali o gli avvocati si trovano sul territorio di uno Stato per l'esercizio delle loro funzioni non sono considerati come periodi di residenza.

### Articolo 17

#### Testimoni, esperti e persone che compiono missioni

1. I testimoni, gli esperti e le persone che compiono missioni per ordine del Tribunale, godono, durante la durata della loro missione, ivi compreso in occasione di viaggi effettuati nell'ambito di missioni, dei privilegi, delle immunità e delle agevolazioni previste ai capoversi da a) ad f) dell'articolo 15.
2. I testimoni, gli esperti e le persone che compiono missioni beneficiano di agevolazioni di rimpatrio in periodi di crisi internazionale.

### Articolo 18

#### Connazionali e residenti stabili

Fatti salvi i privilegi e le immunità supplementari eventualmente concesse dallo Stato Parte interessato, e fermo restando l'articolo 11, qualsiasi persona che gode di privilegi e di immunità ai sensi del presente Accordo beneficia, sul territorio dello Stato Parte di cui ha la nazionalità o in cui ha uno status di residente stabile, unicamente dell'immunità da qualsiasi forma di azione legale, e dell'inviolabilità per le sue parole, i suoi scritti e tutti gli atti da essa compiuti nell'esercizio delle sue funzioni. Tale immunità sussiste anche dopo che ha cessato di esercitare le sue funzioni presso il Tribunale.

### Articolo 19

#### Rispetto delle leggi e dei regolamenti

1. I privilegi, le immunità, le agevolazioni e le prerogative previste agli articoli da 13 a 17 del presente Accordo sono concesse alle persone interessate, non a loro vantaggio personale ma per garantire la loro indipendenza nell'esercizio delle funzioni che esse svolgono presso il Tribunale,
2. Fatti salvi i loro privilegi e le loro immunità, tutte le persone di cui agli articoli da 13 a 17 hanno l'obbligo di rispettare le leggi ed i regolamenti dello Stato Parte in cui soggiornano per esigenze di servizio, o dei paesi che attraversano per lo stesso motivo. Esse hanno altresì l'obbligo di non immischiarsi negli affari interni di detto Stato.

### Articolo 20

#### Abolizione dell'immunità

1. Poiché i privilegi e le immunità previste nel presente Accordo sono concesse alle persone interessate, non a loro vantaggio personale ma nell'interesse di una corretta amministrazione della giustizia, l'autorità competente ha il diritto ed il dovere di abolire l'immunità della persona coinvolta in un caso in cui, a giudizio dello Stato Parte, l'immunità impedirebbe di fare giustizia, sempre che tale Stato ritenga che l'immunità possa essere abolita senza arrecare pregiudizio ad una corretta amministrazione della giustizia.
2. A tal fine, l'autorità competente per quanto concerne gli agenti, i consulenti legali e gli avvocati che rappresentano uno Stato Parte nella procedura

dinanzi al Tribunale o che sono nominati da tale Stato, è lo Stato interessato. Per quel che riguarda gli altri agenti, consulenti legali ed avvocati, il Cancelliere, gli esperti designati in conformità all'articolo 289 della Convenzione ed i testimoni, esperti e persone che compiono missioni, il Tribunale è l'autorità competente. Per gli altri funzionari del Tribunale, l'autorità competente è il Cancelliere che agisce con l'accordo del Presidente del Tribunale.

### Articolo 21

#### Lasciapassare e visto

1. Gli Stati Parti riconoscono ed accettano come titoli di viaggio validi i lasciapassare delle Nazioni Unite rilasciati ai membri ed ai funzionari del Tribunale o agli esperti, nominati in conformità all'articolo 289 della Convenzione.
2. Le richieste di visti (quando i visti sono necessari) provenienti dai membri del Tribunale e dal Cancelliere devono essere esaminate al più presto. Le richieste di visti presentate da qualsiasi altra persona titolare del lasciapassare di cui al paragrafo 1 del presente articolo, o avente diritto a tale lasciapassare, e dalle persone di cui agli articoli 16 e 17, quando sono accompagnate da un certificato attestante che tali persone viaggiano per conto del Tribunale, devono essere esaminate al più presto.

### Articolo 22

#### Libertà di spostamento

Nessuna restrizione di ordine amministrativo o di altro tipo è applicata al libero spostamento dei membri del Tribunale o delle altre persone di cui agli articoli da 13 a 17 che si recano presso la sede del Tribunale o in qualsiasi altro luogo in cui il Tribunale ha sede o esercita in altro modo le sue funzioni, o ne ritornano.

### Articolo 23

#### Mantenimento della sicurezza e dell'ordine pubblico

1. Quando uno Stato parte ritiene di dover prendere, fatta salva l'indipendenza ed un corretto funzionamento del Tribunale, misure per garantire la sicurezza o il mantenimento dell'ordine pubblico nel paese, in conformità al diritto internazionale, tale Stato Parte consulta il Tribunale al più presto, al fine di determinare di comune accordo le misure necessarie per assicurare la protezione di quest'ultimo.
2. Il Tribunale collabora con il governo dello Stato Parte al fine di evitare di arrecare pregiudizio, con le sue attività, alla sicurezza o all'ordine pubblico di tale Stato.

### Articolo 24

#### Cooperazione con le autorità degli Stati Parti

Il Tribunale collabora in ogni tempo con le autorità competenti degli Stati Parti, in vista di facilitare l'applicazione della legislazione di detti Stati ed evitare qualsiasi abuso cui potrebbero dar luogo i privilegi, le immunità le agevolazioni e le prerogative indicate nel presente Accordo.

### Articolo 25

#### Relazioni con gli accordi speciali

Quando una disposizione del presente Accordo ed una disposizione di qualsiasi accordo speciale concluso fra il Tribunale ed uno Stato Parte attengono al medesimo oggetto, entrambe le disposizioni sono considerate, per quanto possibile, complementari ed applicabili, nessuna delle due limitando gli effetti dell'altra; tuttavia in caso di conflittualità prevale la disposizione dell'accordo speciale.

### Articolo 26

#### Soluzione delle controversie

1. Il Tribunale adotta adeguate disposizioni in vista della soluzione:
  - a) delle controversie risultanti da contratti e di altre controversie di diritto privato in cui il tribunale è Parte;



- b) delle controversie implicanti qualsiasi persona indicata nel presente Accordo che beneficia dell'immunità in ragione della sua situazione ufficiale, salvo se tale immunità è stata abolita.
2. Ogni controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo è deferita dinanzi ad un tribunale arbitrale, salvo se le parti convengano di avvalersi di altre modalità di soluzione. Ogni controversia fra il Tribunale ed uno Stato Parte che non viene risolta per mezzo di consultazioni, di negoziazione o con ogni altro mezzo convenuto nei tre mesi successivi alla domanda fatta in tal senso da una delle parti alla controversia, è deferita, a richiesta dell'una o dell'altra parte, dinanzi ad un gruppo di tre arbitri che deciderà definitivamente. Uno degli arbitri è scelto dal Tribunale, un altro dallo Stato Parte, ed il terzo, il quale presiede, dagli altri due arbitri. Se una o l'altra delle parti alla controversia non ha nominato un arbitro nei due mesi susseguenti alla designazione di un arbitro ad opera dell'altra parte, il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite procede a questa designazione. In mancanza di accordo fra i primi due arbitri sulla scelta del terzo, nei tre mesi successivi alla loro designazione, questo terzo arbitro è scelto dal Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, a richiesta del Tribunale o dello Stato Parte.

#### Articolo 27

##### Firma

Il presente Accordo è aperto alla firma di tutti gli Stati presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per ventiquattro mesi, a decorrere dal 1 luglio 1997.

#### Articolo 28

##### Ratifica

Il presente Accordo è sottoposto a ratifica. I suoi strumenti di ratifica sono depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 29Adesione

Il presente Accordo è aperto all'adesione di tutti gli Stati. Gli strumenti di adesione sono depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 30Entrata in vigore

1. Il presente Accordo entra in vigore 30 giorni dopo il deposito del decimo strumento di ratifica o di adesione.
2. Per ciascuno Stato che ratifica il presente Accordo o vi aderisce dopo il deposito del decimo strumento di ratifica o di adesione, l'Accordo entra in vigore il trentesimo giorno successivo alla data di deposito dello strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 31Applicazione a titolo provvisorio

Ogni Stato che intende ratificare il presente Accordo, o aderirvi, può in qualsiasi momento notificare al depositario che applica l'accordo a titolo provvisorio per un periodo non superiore a due anni.

Articolo 32Applicazione speciale

Quando, come previsto dal suo Statuto, il Tribunale è investito da una controversia, ogni Stato che, senza essere parte al presente Accordo, è parte alla controversia può, in tale circostanza, ai fini e per la durata del caso di specie, divenire parte al presente Accordo depositando uno strumento di accettazione. Gli strumenti di accettazione sono depositati presso il Segretario Generale delle Nazioni Unite ed hanno effetto a decorrere dalla data di deposito.

Articolo 33

Denuncia

1. Uno Stato Parte può denunciare l'Accordo per mezzo di una notifica scritta indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. La denuncia ha effetto un anno dopo la data di ricevimento della notifica, a meno che non preveda una data ulteriore.
2. La denuncia non pregiudica in alcun modo il dovere di ogni Stato Parte di adempiere a qualsiasi obbligo enunciato nell'Accordo, al quale sarebbe in ogni caso tenuto in virtù del diritto internazionale, a prescindere dall'Accordo.

Articolo 34

Depositario

Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite è depositario del presente Accordo.

Articolo 35

Testi facenti fede

I testi dell'Accordo in arabo, cinese, francese, inglese, russo e spagnolo dell'Accordo fanno ugualmente fede.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti plenipotenziari, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato l'Accordo.

APERTO ALLA FIRMA a New York il 1 luglio millenovecento novantasette, in un unico esemplare originale in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola.

